



**HAL**  
open science

# Les élections françaises de 2022 dans les Suds. Introduction

Christine Pina, Gilles Ivaldi

► **To cite this version:**

Christine Pina, Gilles Ivaldi. Les élections françaises de 2022 dans les Suds. Introduction. Pôle Sud - Revue de science politique de l'Europe méridionale, 2023, Les élections françaises de 2022 dans les Suds, 58, pp.7-10. halshs-04172956

**HAL Id: halshs-04172956**

**<https://shs.hal.science/halshs-04172956>**

Submitted on 28 Jul 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Numéro *Pôle Sud*, juin 2023

## « Les élections françaises de 2022 dans les Suds : polarisation et recompositions »

*Christine Pina* (UCA-ERMES), *Gilles Ivaldi* (Sciences Po, CEVIPOF, CNRS)

Cet article est la version pre-print d'un article paru dans *Pôle Sud* :

Pina, Christine, et Gilles Ivaldi. « Les élections françaises de 2022 dans les Suds : polarisation et recompositions. Introduction », *Pôle Sud*, vol. 58, no. 1, 2023, pp. 7-10.

dont la version publiée est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.cairn.info/revue-pole-sud-2023-1-page-7.htm>

## Introduction

Les élections présidentielle et législatives françaises de 2022 ont témoigné d'importants bouleversements des équilibres politiques, pour certains propres à la séquence électorale qui vient de s'achever, pour d'autres plus anciens et inscrits dans les transformations à l'œuvre au sein du système partisan depuis une dizaine d'années : le déclin de ses principaux piliers traditionnels, PS à gauche et LR à droite, l'émergence d'Emmanuel Macron au centre du jeu politique et la polarisation croissante entre ce centrisme libéral et des forces radicales, France Insoumise à gauche, Rassemblement national à droite, en plein essor.

A l'invitation de la revue *Pôle Sud*<sup>1</sup>, ce numéro spécial propose d'analyser la séquence électorale 2022 non plus sous l'angle des grandes tendances nationales, examinées en détail ailleurs (Perrineau, 2022), mais à partir d'un regard décentré, porté sur un grand « Sud » dont nous allons voir qu'il se définit ici de manière, nous l'espérons, à la fois originale et lointaine.

Cet autre regard sur les scrutins de 2022 permet de réfléchir à partir des territoires de vote, pour mieux saisir la multiplicité de facteurs économiques, sociaux, culturels et, naturellement, politiques qui préside à des choix électoraux très divers et des modes de mobilisation du corps électoral peu homogènes. Un tel regard permet d'envisager précisément comment les régions se transforment politiquement, en évitant les amalgames ou les observations en masse qui nivellent les résultats par agrégation et concluent, parfois trop rapidement, à une nationalisation du jeu politique.

Surtout, il s'agit de pas oublier que ces territoires sont des « espaces d'agrégation » des votes (Laurent, Wallon-Leducq, 1989, p. 335) et mais aussi (surtout) des espaces où se déploient des offres électorales qui n'ont rien de commun. Ces offres déterminent des choix électoraux ou des non-choix, d'autant plus complexes à opérer pour les électeurs qu'ils sont aussi réalisés sous

---

<sup>1</sup> Nous souhaitons remercier très chaleureusement ici les responsables de *Pôle Sud* ainsi que notre collègue Christophe Roux de leur très aimable sollicitation.

contraintes (des investitures, des qualifiés au second tour, des tractations partisans). Comme l'ont noté de longue date A. Laurent et Ch.-M. Wallon-Leducq, « l'agrégation à d'autres niveaux [que l'espace dans lequel on agrège les choix individuels pour obtenir les choix collectifs] interdit le repérage de toute variation dans l'offre et nie donc l'existence et le rôle d'une offre qui est souvent plus singulière qu'il n'y paraît » (Laurent, Wallon-Leducq, 1989, p. 337).

C'est vers le sud que nous avons choisi de tourner ici notre regard. Mais de quel Sud s'agit-il ?

Un sud proche tout d'abord, autour du grand arc méditerranéen. Emmanuel Négrier et Julien Audemard portent leur regard sur l'Occitanie et la « tripartition imparfaite » qui y a surgi à l'occasion des élections 2022. André Fazi propose quant à lui l'analyse du cas de la Corse pour poser la question de la « continuité sous tension(s) » des grands clivages politiques qui traversent l'île de beauté et dont l'auteur montre très bien qu'ils trouvent des expressions politiques très différentes à la présidentielle puis aux législatives. Nous nous intéressons, pour ce qui nous concerne, à la région Sud-PACA, nouvel eldorado électoral d'un RN passé « de l'avertissement à la domination ».

C'est aussi un Sud plus lointain, plus inattendu, en l'occurrence la Nouvelle-Calédonie, dans cet Outre-mer où les grands enjeux de la métropole se déclinent peut-être plus encore qu'ailleurs en mode local. Sylvain Brouard, Samuel Gorohouna et Anthony Tutugoro y analysent pour nous les processus de « mobilisation et polarisation électorales », éclairant les singularités du système partisan et des comportements électoraux néo-calédoniens.

Un Sud qui se définit et se saisit à différentes échelles, également, avec, aux côtés des trois grandes régions méridionales et de la Nouvelle-Calédonie, un focus particulier sur le département des Alpes-Maritimes dans lequel Cloé Ponzio nous propose de mieux comprendre l'état d'une droite en « émulsion instable » face, ici comme ailleurs dans la région, à la montée en puissance du Rassemblement national de Marine Le Pen et son installation dans le paysage politique maralpin.

En replaçant ainsi les élections 2022 dans un contexte de luttes politiques localisées, nous constatons que les étiquettes partisans nationales s'avèrent bien incapables de rendre compte des batailles qui s'y déroulent. Ainsi les présidentielle et législatives sont-elles l'occasion de prolonger, sous une autre forme, des oppositions que ces consultations ne sauraient ni résumer, ni contenir. S'il en était besoin, les analyses d'André Fazi sur la Corse et de Sylvain Brouard, Samuel Gorohouna et Anthony Tutugoro sur la Nouvelle Calédonie démontrent pleinement le risque encouru à minimiser les déclinaisons territorialisées de l'offre politique, en particulier pour les législatives.

Le jeu sur les échelles d'observation, loin d'être nouveau dans la littérature politologique, a aussi l'avantage d'éviter l'écueil de la « fausse » surprise électorale. C'est le cas lorsqu'une force politique conquiert localement des positions de pouvoir qu'une lecture nationale ne permet pas toujours d'interpréter, en passant sous silence des évolutions électorales territorialisées de plus long terme. A cet égard, l'analyse de « l'établissement du RN » en Occitanie par Emmanuel Négrier et Julien Audemard, à laquelle nous faisons écho dans notre examen de région Sud, témoigne pleinement de l'intérêt de prendre en compte l'implantation des partis politiques et leur « travail » des territoires, les enjeux sociaux, politiques et partisans de domination et de collaboration, les effets de l'installation dans les paysages électoraux de candidats ou leaders qui illustrent les virages idéologiques et les porosités et indisciplines partisans qui s'y déroulent.

De ce point de vue, les contributions reviennent toutes sur l'importance d'une lecture par l'offre électorale, non pas circonstancielle, mais une offre qui se structure sur plusieurs années voire décennies, en établissant des batailles récurrentes et en légitimant des forces politiques comme seules capables de l'emporter ou de porter l'opposition. On accorde ici, nous allons le voir, une

place centrale à l'élection des député.e.s. Par ce prisme, les contributions mettent au jour les déclinaisons locales de la faiblesse d'implantation du parti macroniste et attestent du travail opéré par le RN depuis des années pour s'installer dans le paysage politique comme « option » possible, voire, depuis près de dix ans maintenant, comme *challenger* incontestable dans deux au moins des régions observées dans ce numéro.

Le souci de la reterritorialisation du fait électoral rejoint ici, on le voit, celui de la temporalité et atteste de la nécessité de s'engager dans une analyse des élections en les replaçant dans un temps plus long.

Nous avons souhaité que ces élections de 2022 soient mises en regard, non seulement des élections de même ordre de 2017, mais également, autant que faire se peut, de celles de 2012. En étendant les comparaisons avant 2017, il s'est agi d'interroger les consultations de 2022 dans une analyse plus vaste, en questionnant à la fois les bouleversements occasionnés par l'accession au pouvoir d'Emmanuel Macron et de LREM et les permanences des équilibres politiques. Dit autrement, nous avons saisi la séquence électorale de 2022 comme l'occasion d'élaborer une réflexion, à distance, de ce que 2017 a signifié ou initié.

Comme le passage à l'échelon régional ou local nous y invite et nous le permet, les contributions de ce numéro spécial redonnent toute leur place à des consultations (municipales, départementales, régionales, territoriales en Corse ou référendaires en Nouvelle Calédonie) qui, loin d'être intermédiaires, ont leur importance pour comprendre les résultats : soit parce qu'elles installent les formations politiques comme d'éventuels recours ou alternatives ; soit parce qu'elles participent à réduire le « champ des possibles » électoraux à quelques choix ; soit parce qu'elles permettent à des candidats, longtemps considérés comme *outsiders*, de conquérir des sièges et un début de notabilité que les législatives pourront consacrer ; soit, enfin, parce qu'elles légitiment l'abstention, faute de choix.

Il faut sans doute avoir l'honnêteté de dire ici que le scrutin législatif de 2022 s'est imposé, de manière relativement inattendue, à l'ensemble des contributeurs de ce numéro spécial et qu'il nous a amené à réinterroger les cycles électoraux et la hiérarchie (institutionnelle et symbolique) des élections et des consultations telles que pensées depuis le début des années 2000 et le passage au quinquennat. Les législatives 2022 ont incontestablement mis à mal l'idée d'élections de « confirmation », nous rappelant si besoin était que les élections législatives sont aussi des élections nationales à dimension locale où s'arbitrent, différemment d'un territoire à l'autre, des phénomènes de démobilisation électorale, de distance avec le pouvoir central et de validation des choix électoraux antérieurs.

Chacune à sa manière, les contributions de ce numéro interrogent en creux le sens de cette confirmation pour 2022. Confirmation d'un parallélisme en termes de résultats ? Confirmation de la transformation d'un système de partis au niveau national, décliné en nuances au niveau territorial ? Confirmation, plus sûrement, que les législatives gardent une spécificité par rapport à la présidentielle et qu'elles permettent, deux mois plus tard, d'apporter des correctifs à une consultation nationale où les problématiques locales peinent généralement à s'exprimer.

La séquence de 2022 offre donc l'occasion de rediscuter les liens entre « centre » et « périphérie ». Elle permet aussi d'interroger la nature des élections législatives, nous rappelant fort utilement que ces dernières sont certes, des élections nationales (en particulier parce que s'y observent les effets d'une présidentielle qui a validé, *a posteriori*, le duel Macron-Le Pen de 2017 et la marginalisation de LR et du PS), mais aussi des élections locales qui, en circonscriptions, (re)jouent d'autres batailles politiques.

Nous ouvrons à présent le livre de ce voyage au(x) Sud(s), sur des terres certes ensoleillées mais qui n'échappent pas pour autant aux grands défis économiques, culturels et politiques qui ont structuré la séquence électorale de 2022 et ont produit les changements que l'on connaît au sein du système politique français. Avec d'ores-et-déjà nombre de questions sur la permanence de ces transformations, leur durabilité et la solidité de ce nouveau tripartisme qui, avec des équilibres variables, s'est imposé un peu partout dans les régions passées ici au crible. Autant de questions auxquelles, nous l'espérons, ce numéro spécial pourra apporter un début de réponse(s).

## **Bibliographie**

Laurent Annie, Wallon-Leducq Christian-Marie (1989), « Chapitre 12. Vote, offre électorale et territoire », in Daniel Gaxie (dir.), *Explication du vote. Un bilan des études électorales en France*. Paris, Presses de Sciences Po, « Références », 1989.

Perrineau Pascal (dir.) (2022), *Le vote clivé*, Grenoble, PUG.